



« S’engager ensemble avec les associations »

*Points de sortie de la Conférence
de la vie associative*

Paris, le 17 décembre 2009

La deuxième Conférence de la vie associative, organisée par le Haut Commissaire à la jeunesse sous le haut patronage du Président de la République s'est tenue le 17 décembre 2009 à la Cité Universitaire de Paris.

Cette manifestation, dont la première édition avait eu lieu en 2006, a été l'occasion de faire la démonstration de la vitalité des associations dans notre pays. Signe de cette vitalité, sur la seule année 2008/2009, plus de 1 400 nouvelles associations ont été créées chaque semaine, soit 73 000 créations au total. Ce nouveau record de créations porte sans doute à plus de 1,1 million le nombre d'associations actives en France.

Au-delà de ce dynamisme « démographique », les associations occupent une place importante dans l'économie : elles emploient environ 1,8 million de salariés, soit plus d'un salarié du privé sur dix. En 2008, malgré la crise, les associations ont réussi à créer plus de 30 000 nouveaux emplois.

Le fait associatif est surtout une réalité de la vie quotidienne. Plus de 12 millions de Français sont engagés en tant que bénévoles dans les associations, et 83% des Français déclarent faire confiance aux dirigeants d'associations. Manifestation claire de leur soutien, nos concitoyens ont déclaré en 2007 dans leur déclaration fiscale plus de 1,7 milliard d'euros de dons aux associations.

Cette deuxième conférence de la vie associative n'est ni un colloque, ni une simple manifestation d'attention des pouvoirs publics à l'endroit des associations. Elle se veut une étape décisive dans la construction d'un dialogue structuré et soutenu entre le monde associatif et les pouvoirs publics. Elle s'est tenue autour de trois enjeux clés pour le monde associatif :

- la **sécurisation** d'un point de vue juridique, économique et d'indépendance ;
- la **reconnaissance** des associations et des bénévoles : une meilleure connaissance pour une plus grande reconnaissance ; une meilleure valorisation pour le don en temps et les compétences acquises dans l'exercice de leur engagement. ;
- le **développement** pour tenir tout leur rôle, pour répondre à des nouveaux besoins, pour permettre à de nouvelles associations de prendre leur essor.

Elle intervient après trois mois de travaux – travaux auxquels les associations ont participé activement tant au niveau technique que politique. Un comité de pilotage, installé au mois de septembre par le Haut Commissaire et comprenant des représentants des acteurs concernés – Etat, collectivités locales, associations, parlementaires, organismes institutionnels-, a permis de définir de façon concertée les axes de réflexion prioritaires, de mettre en place les groupes de travail associés et de mener un grand nombre de débats à maturité.

Ces travaux ont permis de dégager des axes de progrès qui seront progressivement déclinés de manière opérationnelle.

* * *

- **Un dialogue entre pouvoirs publics et associations enrichi et renforcé**

Les travaux préparatoires de la deuxième conférence de la vie associative ont mis en lumière la volonté des associations de faire progresser la réflexion sur la place des acteurs associatifs dans le dialogue civil et a permis de formuler quelques propositions concrètes. Deux questions ont ainsi été abordées : comment les pouvoirs publics intègrent-ils les associations dans la définition, l'évaluation et le suivi des politiques publiques les concernant ? Comment imaginer les différences et les complémentarités entre la structuration du « dialogue civil » émergent et le « dialogue social » organisé ?

Le gouvernement accompagnera les associations dans cette démarche en renforçant leurs instances de représentation.

Ainsi, **le conseil national de la vie associative (CNVA) sera transformé en Haut conseil à la vie associative**, centré sur l'expertise, avec une fonction de consultation obligatoire par le gouvernement sur les textes (lois et décrets) régissant le fonctionnement des associations et facultative au-delà.

Ce Haut conseil sera composé d'une cinquantaine de membres, dont environ 30 représentants associatifs et 20 représentants, tous désignés par les pouvoirs publics (Etat, et collectivités locales) au sein desquels des experts.

Une mission sera confiée par le Premier ministre au Centre d'analyse de la société pour construire un mode de désignation incluant des pairs, faisant droit à toutes les sensibilités du monde associatif, avec un processus de démocratie nationale et locale.

Par ailleurs de nombreuses associations ont insisté au cours des débats sur la difficulté parfois de se faire entendre par les pouvoirs publics lorsque surgit une difficulté particulière et ont souhaité voir se créer un lieu de médiation avec l'Etat et les collectivités locales.

Une fonction spécifique de médiateur des associations sera créée auprès du nouveau défenseur des droits issu de la révision constitutionnelle. Cette fonction de médiation dédiée aux associations permettra de faciliter les contacts en cas de difficulté sur un dossier d'agrément, de subvention, etc.... avec un triple rôle d'interpellation des services ou collectivités concernées, de médiation entre acteurs publics et de proposition de réformes issues des constats effectués.

La polémique récente sur les associations qui font appel à la générosité publique a mis en lumière la question de l'accès des causes aux médias, et en particulier à l'audiovisuel. Pour éclairer ce débat, le **Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) sera saisi d'une mission de réflexion sur la régulation en matière d'accès à l'antenne des grandes causes associatives.**

Enfin la charte d'engagements réciproques signée en 2001 a constitué un progrès dans les relations entre pouvoirs publics et associations. Cependant sa mise en œuvre est restée inégale, en retrait des attentes qu'elle avait suscitées. A la demande des associations, **la charte des engagements réciproques sera évaluée sous l'égide du Haut Conseil de la vie associative**, en vue d'une éventuelle évolution.

- **Une connaissance de la richesse et de la diversité du monde associatif améliorée**

Les associations représentent une force économique majeure dans notre pays sans que leur rôle et leur apport ne se réduisent au montant de leur budget. La connaissance du fait associatif, qui concerne directement 12 millions de bénévoles et 6 millions de ménages donateurs est un enjeu essentiel au moment où l'utilisation exclusive du PIB comme outil de mesure de la richesse d'un pays est remise en cause. Certes des données statistiques existent,

des enquêtes qualitatives et quantitatives sont réalisées, mais ces outils de connaissance restent morcelés et insuffisamment partagés. Dès lors, de nombreuses propositions pour construire un dispositif d'observation (enquêtes, mesures, études...) et statistique ad hoc et plus performant ont été formulées et mèneront à plusieurs améliorations significatives.

Un « tableau de bord » des associations sera publié chaque année. Il permettra de rassembler et d'actualiser les principales données relatives au monde associatif et rendra le fait associatif et sa place dans la société plus visible. Sa publication sera confiée au Haut conseil à la vie associative, en vertu de son rôle d'expertise sur le monde associatif.

Ce tableau de bord sera alimenté par les données existantes complétées :

→ Grâce à deux nouvelles enquêtes lancées en 2010 :

- une enquête auprès des ménages pour permettre de mieux mesurer l'offre de bénévolat (et la satisfaction qui en découle), confiée à la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) du Ministère du Travail ;

- une enquête auprès des associations elles-mêmes pour mieux connaître la demande de bénévolat (et ses éventuelles difficultés à la satisfaire) d'une part et les ressources des associations d'autre part, confiée à une équipe de recherche du CNRS

→ Grâce à l'élaboration par le Centre national de l'information statistique (CNIS) d'un programme de travail permettant d'optimiser les enquêtes existantes et de procéder à intervalle régulier à des enquêtes spécifiques et de poursuivre la réflexion sur une mesure du progrès social et notamment de la plus-value sociale associative.

Ces différentes données seront mieux mises en valeur par la création d'une rubrique « Économie sociale, associations » sur son site Web de l'INSEE, qui mènera également une action d'amélioration du répertoire SIRENE en réponse aux insatisfactions des milieux associatifs le concernant.

Par ailleurs, pour permettre une plus juste mesure de l'économie associative, une valorisation comptable mieux adaptée aux associations serait une réelle opportunité pour le monde associatif. La valorisation comptable est un outil de transparence et de promotion des

associations, permettant notamment de restituer fidèlement l'apport quantitatif et qualitatif des bénévoles, de mieux informer les donateurs et les acteurs de l'association, de renforcer l'image du bénévolat à travers une estimation de sa contribution à la création de richesse. Cependant il est indispensable que celles-ci s'impliquent dans une **co construction des outils de cette valorisation avec les experts**, afin de veiller à ce que les outils qui sont à créer soient adaptés aux spécificités du monde associatif.

Enfin **l'exploitation à des fins de recherche du Répertoire National des Associations (RNA) sera organisée**. Le RNA offre en effet un potentiel d'exploitation et d'études très important qui sera mis à disposition des chercheurs. Une fois constituée et vérifiée son homogénéité de gestion, sera notamment facilitée la constitution, à la demande, d'échantillons d'associations représentatifs indispensables à de nombreux travaux de recherche. Un comité d'usagers sera mis en place pour suivre la poursuite de la mise en œuvre du RNA et son évolution.

- **Des outils de contractualisation entre associations et pouvoirs publics rénovés et simplifiés**

Les débats préparatoires aux travaux ont beaucoup porté sur la nécessité de clarifier le cadre juridique de recours des pouvoirs publics aux associations, en se dotant d'outils les plus partagés possibles. Il s'agit de ne pas sur interpréter le droit communautaire en imposant de façon systématique le recours à la commande publique ; il s'agit d'utiliser les subventions dans un cadre juridique sécurisé.

Les associations ont demandé très fortement une doctrine claire et partagée entre l'Etat, les collectivités locales et les associations sur le recours aux subventions, aux procédures de marché et commande publique, appels d'offres et appels à projets. **Cette analyse simple et claire est désormais disponible** et sera largement diffusée au monde associatif.

Sur cette base, un outil partagé de contractualisation entre Etat et associations a été élaboré et validé à l'occasion de la conférence : **un modèle unique de convention de financement (annuelle ou pluriannuelle) assorti d'un modèle de demande de subvention, compatibles**

avec les exigences communautaires, est désormais disponible. Une circulaire du Premier Ministre diffusera sans délai ce nouvel outil à tous les ministères comme base des conventions de subvention avec les associations pour permettre à tous de lancer le prochain cycle de conventionnement triennal. Cet outil a été présenté aux associations de collectivités locales qui le relayeront auprès de leurs adhérents.

En outre, un **nouvel outil de demandes de subventions en ligne** a été développé par la direction générale de la modernisation de l'État (DGME), et a fait l'objet d'une présentation officielle lors de la conférence de la vie associative du 17 décembre. Passant par la plateforme « mon.service-public.fr », il sera expérimenté au cours du premier semestre 2010 et déployé à l'issue de cette phase de test.

La simplification des agréments ministériels sera également mise en œuvre en 2010. **Un socle commun d'agrément sera créé.** Ce socle sera examiné et accordé à la structure par le premier ministre sollicité, sur la base de critères communs à tous les ministères. Par la suite les agréments particuliers ne viseront que des points spécifiques liés à tel ou tel champ ministériel. Demandée depuis plusieurs années par le monde associatif, cette simplification est là aussi le fruit d'un travail interministériel préalable. Cette simplification des agréments évitera aux associations de fournir la même information à chaque demande/renouvellement d'agrément.

Elle permettra la mise en place, dans un second temps, d'**une procédure dématérialisée de demande d'agrément.** La demande d'agrément pourra se faire en ligne, à partir de données automatiquement récupérées dans le répertoire national des associations, qui éviteront les doubles saisies. Le socle commun d'agrément sera conservé dans le même répertoire et automatiquement transféré aux ministères concernés à chaque nouvelle demande d'agrément

- **Des actions concrètes pour reconnaître la valeur des bénévoles et favoriser l'engagement**

Les débats lors des travaux préparatoires ont mis en évidence un besoin important en matière de formation des bénévoles. La formation est ainsi apparue comme un véritable outil de gestion des compétences, indispensable pour motiver et fidéliser les bénévoles nouveaux et

anciens, améliorer la gestion des ressources humaines par les dirigeants bénévoles et contribuer au renouvellement de ces derniers.

Face à ce constat l'Etat et les associations se dotent des outils nécessaires à la montée en puissance de la formation des bénévoles. Ainsi le **centre de développement de la vie associative (CDVA) sera transformé** pour lui donner les moyens d'exercer l'intégralité de ses missions au niveau national comme local en tant que « comité national du développement associatif » à vocation de « centre de ressources dédié à la vie associative » : fonds d'amorçage et aide au démarrage, d'accompagnement des bénévoles, de financement de la démarche recherche/développement /innovation sociale et des études menées au sein des associations, mutualisation d'outils de formation, formations ad hoc. Une évaluation du dispositif local d'accompagnement (DLA) sera conduite en parallèle pour mieux appréhender les besoins non couverts et inscrire son développement dans une perspective budgétaire pluriannuelle.

Les moyens d'intervention du CDVA pour financer la formation des bénévoles seront augmentés de 30% dès 2010, passant précisément de 8,9 M euros en 2009 à 11,7 M euros, auxquels s'ajoutent la mobilisation de financements locaux et la possibilité, depuis la publication de la loi sur la formation professionnelle, de mobiliser les fonds des OPCAs pour financer la formation des bénévoles associatifs, qu'ils soient ou non dirigeants. C'est ainsi la première fois depuis sa création que les crédits affectés à ce fonds dépassent la barre des 10 ME. Cette augmentation immédiate de 3 millions d'euros marque l'amorce d'une évolution à la hausse qui devrait être poursuivie dans les années qui viennent et faire l'objet d'une réflexion à venir sur les modalités de son financement.

Les travaux préparatoires ont par ailleurs permis de réaliser un premier état des lieux des différents outils existants pour tracer le parcours du bénévole au sein d'une l'association, de clarifier l'utilisation qui en est faite (passeport bénévole, portfolio, livret de vie, articulation livret de compétence...). La nécessité de se doter d'un référentiel de compétences transposables, qui pourrait servir de base aux différents outils, a été affirmée. **Un référentiel de compétences sera établi** au sein d'un groupe de travail inter associatif mis en place par le haut Commissaire, en lien avec le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ). Ce référentiel servira de base commune à la reconnaissance de l'engagement associatif.

La question de la valorisation de l'engagement pendant les études est également apparue très importante pendant la préparation de la conférence de la vie associative. En effet, l'accomplissement des étudiants au sein de leur université est une condition de la réussite de leurs études à court terme, et de leur épanouissement personnel au sein de la société à long terme. Une expérience associative, qu'elle soit sportive, humanitaire, culturelle ou syndicale, est pour un jeune l'occasion de nouer des contacts qui se prolongeront au-delà de ses études et influenceront ses choix professionnels et personnels ultérieurs.

Un travail approfondi a eu lieu en ce domaine dans le cadre du chantier vie étudiante animé par Valérie PECRESSE, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. **Une charte pour faciliter l'engagement associatif des étudiants** sera signée d'ici la fin du mois de janvier entre la conférence des présidents d'université, les institutions représentatives des étudiants et l'Etat prévoyant notamment de développer les certificats de compétence associative....

En outre, pour faciliter l'engagement de tous, la loi du 8 février 2008 a permis de **mutualiser au sein des entreprises qui le souhaitent les journées de "RTT" au profit des salariés désireux de consacrer du temps à des activités désintéressées**. Le dispositif a été organisé par un décret du 18 septembre 2008. En pratique un salarié peut, sur sa demande et en accord avec son employeur, renoncer à certaines journées ou demi-journées de repos afin de financer le maintien de la rémunération d'un ou plusieurs autres salariés de l'entreprise au titre d'un congé pris en vue de la réalisation d'une action pour le compte d'une œuvre ou d'un organisme d'intérêt général. Le dispositif est applicable jusqu'au 31 décembre 2010.

Enfin, les associations de jeunes qui représentent la relève, l'avenir du monde associatif ont fait l'objet d'une attention particulière. Ainsi, **la pleine capacité juridique des mineurs à diriger une association sera reconnue** à travers un décret précisant l'application de la loi de 1901.

En outre **les conditions dans lesquelles les associations de jeunesse peuvent rémunérer leurs dirigeants seront assouplies**, en intégrant les aides publiques à l'intérieur du seuil de 200 000 euros de ressources au-delà duquel une association est fiscalement habilitée à rémunérer leurs dirigeants.

* * *

On le voit, la conférence de la vie associative a permis des avancées significatives au profit des associations. Elle fait naître des attentes et nécessite une volonté politique constante pour pouvoir décliner les décisions prises et les orientations retenues.

Dans la continuité des travaux menés, la **conférence de la vie associative deviendra un rendez-vous régulier** du dialogue permanent qu'entretiennent les associations et les pouvoirs publics. Elle se réunira tous les trois ans et permettra de rythmer, d'impulser et de suivre l'ensemble des évolutions applicables au monde associatif, pour que l'engagement, si nécessaire à la cohésion sociale, puisse se déployer pleinement.

Entre temps un comité de suivi permettra d'établir un calendrier de mise en place des mesures annoncées et d'en suivre régulièrement la mise en œuvre.